Haïti : La Pohdh remet en question l'actuelle gestion politique de l'environnement

lundi 16 juillet 2012

P-au-P, 16 juil. 2012 [AlterPresse] --- Rappelant le lien entre milieu et dignité humaine, la plateforme des organisations haïtiennes de défense des droits humains (Pohdh) lance un appel au gouvernement haïtien en ce qui concerne la dégradation de l'environnement, dans un bulletin spécial transmis à AlterPresse.

« La dégradation de l'environnement d'Haïti, une menace à la jouissance des droits humains », est le titre d'un article de ce bulletin dans lequel la plateforme formule une série de recommandations au gouvernement.

Dans ce bulletin "Se Mèt Kò Ki Veye Kò", présentant ses recherches durant les cinq premiers mois de l'année en cours, la Pohdh s'emploie à analyser les problématiques touchant la situation des droits humains en Haïti.

A l'heure du désintérêt politique pour l'environnement, des remises en question sur la gestion politique de l'environnement doivent avoir lieu, souhaite la Pohdh.

La Pohdh appelle à la prise de conscience par les citoyennes et citoyens de ce droit (et devoir), que représente un environnement préservé.

Elle appelle aussi l'État, et notamment le ministère de l'environnement, à dynamiser son action et mettre en place une politique de reboisement, la déconcentration des services et la décentralisation des pouvoirs, afin d'établir un équilibre territorial pérenne et une gestion rationnelle des déchets.

Une lutte à mener sur plusieurs fronts…

La Pohdh met en exergue des problèmes environnementaux, liés directement au cadre naturel de l'île et à la dégradation du milieu urbain.

L'abattement massif des arbres, dans un pays déjà très peu boisé, est un grave problème pour l'équilibre environnemental.

La principale cause de ce déboisement serait la précarité du niveau économique des familles qui destineraient le bois à leurs besoins élémentaires : le logement, l'ameublement, la cuisine...

De plus, la mauvaise gestion du territoire, notamment par des cultures vivrières érosives peu rationnelles, mène à l'affaiblissement significatif de l'île déjà sujette aux séismes et cyclones, et à la diminution de la quantité de terres arables, conséquence dommageable pour les agricultrices et agriculteurs, souligne la plateforme.

La dégradation de l'environnement d'Haïti a aussi lieu dans le milieu urbain.

C'est, là aussi, l'absence de la mise en place de services sociaux de base dans le pays, qui mène à ces problèmes environnementaux.

L’exode rural - qui est la conséquence directe du manque de structures sociales à travers le pays - a un impact très négatif sur la gestion de la ville et le respect des normes de construction.

L’urbanisme incontrôlé, provoqué par l’exode rural, conduit à des situations dangereuses, notamment en cas de fortes pluies.

La mauvaise gestion des déchets, due à un manque d’autorité des décrets sur des agents pollueurs peu responsables, engendre des risques sanitaires et une mauvaise qualité de vie pour les habitantes et habitants des aires urbaines. [cp kft gp apr 16/07/2012 13:30]